

# « JE SUIS UN TERRORISTE PARCE QUE J'AI DÉFENDU LES DROITS DES LAPINS »

## Entretien avec Josh Harper, militant états-unien pour la libération animale

*Propos recueillis par Ferdinand Cazalis*

**Lors d'une tournée européenne de conférences en Europe, Josh Harper a fait une halte à Marseille en septembre 2015, invité par l'association Alarm<sup>1</sup>. L'occasion d'un entretien avec ce militant emprisonné pendant trois ans sous le coup des lois antiterroristes spécialement votées en 2006 pour protéger les intérêts des industries utilisant des animaux aux États-Unis. En s'appuyant sur plus de deux siècles de lutte dans les pays anglo-saxons, Josh Harper apporte un regard aussi critique que partisan sur l'histoire des mouvements de libération animale - ses grandeurs et ses décadences.**

Je suis né en 1972 dans une grande ville du sud de la Californie - ma mère était ouvrière dans une usine de plats surgelés, et mon père un petit voyou qui faisait de la mécanique pour passer le temps. Je n'étais pas spécialement ravi d'avoir un père délinquant, mais ça m'a très vite donné une piètre estime de la police. Un jour, mon père est rentré à la maison en disant « *Les enfants, faites vos valises, on part en voyage* », ce qui nous a pas mal excités avant qu'on comprenne que nous étions pourchassés par une bande de dealers qui lui en voulaient à mort. Nous nous sommes installés en Oregon, et j'ai découvert des paysages fort différents de la cité de béton où j'avais grandi.

Pour une famille sans le sou comme la mienne, les week-ends se passaient souvent dans la forêt, c'était gratuit, mais riche en découvertes et en amusements. À cette époque, ses arbres étaient en train de se faire laminer par des compagnies minières à coups de tronçonneuse. J'ai donc eu une conscience politique précoce des enjeux environnementaux. Mais ce n'est qu'après avoir eu vent des luttes pour les droits des homosexuels que j'ai commencé à m'engager. Je devais avoir 15 ans, et il y avait une association chrétienne conservatrice, OCA (Oregon Christian Alliance), qui faisait passer des

lois locales interdisant aux homosexuels l'accès aux emplois publics. Cette association était soutenue par des groupes néonazis.

Je me suis engagé auprès d'une association LGBT<sup>2</sup>, HDC (Human Dignity Coalition), peu de temps avant que leurs locaux se fassent incendier. Quelques jours plus tard, en me promenant dans mon campus avec un ami, nous avons vu une manifestation de l'OCA. À l'époque, j'étais un jeune mec en colère, assez punk. On s'est regardés avec mon pote, et là, bien en face d'eux, on s'est roulé une pelle - ce qui les a autant choqués que mis en rogne. On s'est barrés en courant, morts de rire, puis on s'est séparés. Dès que je me suis retrouvé seul, je me suis fait éclater la gueule par des skins nazis, qui m'ont laissé au sol pissant le sang. Mon père était très homophobe : je savais que si j'allais à l'hôpital, ils l'appelleraient et que j'en prendrais pour mon grade. J'ai donc passé la journée à me cacher et j'ai attendu qu'il se couche pour rentrer chez moi. Mais quand j'ai passé la porte du garage en catimini, je suis tombé sur lui en train de battre sévèrement mon chien. Je crois que tout a changé pour moi ce jour-là. Mon chien ne faisait pas de maths, il ne conduisait pas de voiture et ne parlait pas ma langue, mais à ce moment précis, il était

on ne peut plus proche de moi, de ma condition humaine, essayant d'échapper à la fureur de mon père comme je l'avais fait quelques heures plus tôt avec les néonazis.

Un peu plus tard, j'ai rencontré une femme qui militait pour les droits des animaux. Elle m'a parlé des théories sur la libération animale, des animaux non humains et des différentes manières dont ils étaient exploités à cause de leur corps – et souvent à cause de leur féminité (*femaleness*). C'était la première fois que j'entendais parler de la manière dont les vaches étaient engrossées de force pour produire du lait, puis comment leurs enfants leur étaient enlevés, sans qu'ils puissent boire le lait de leur propre mère. Elle m'a aussi parlé de la façon dont les poules étaient manipulées par l'industrie pour ovuler et produire des œufs, et elle m'a emmené dans une ferme où des vaches étaient inséminées artificiellement, enfermées dans des casiers où des hommes inséraient leur poing dans le vagin. Je me suis rendu compte qu'un viol de masse, structurel, à l'encontre d'animaux femelles est au fondement du fonctionnement de nos sociétés de consommation. C'est après cette expérience que je suis devenu végane, et que j'ai commencé à militer dans des groupes de libération animale.

### **Petite histoire des mouvements de libération animale au Royaume-Uni**

En Angleterre, la Society for the Prevention of Cruelty to Animals (Société pour la prévention de la cruauté envers les animaux) existe depuis 1824, et a reçu l'approbation de la Reine Victoria en 1840 pour devenir la RSPCA (Royal Society for the Prevention of Cruelty to Animals). Il s'agissait principalement de clubs d'aristocrates soucieux du bien-être des animaux, et leurs actions se focalisaient sur des réformes spécifiques ou des campagnes abolitionnistes (Stop à l'utilisation d'animaux en laboratoires, Stop au travail des chevaux jusqu'à la mort dans la rue, Stop à la chasse au renard, etc.).

La British Union Against Vivisection (BUAV) a été fondée en 1898 par Frances Power Cobbes, une essayiste, militante du vote pour les femmes, lesbienne, et socialiste. Elle voulait voir le mouvement contre la vivisection se rapprocher du mouvement ouvrier. Jusqu'ici, la RSCPA parrainée par la reine était une affaire de riches, mais la BUAV reposait sur des bases décentralisées, avec des conseils autonomes dans plusieurs villes, s'inspirant des tactiques employées par les syndicats de l'époque, notamment en ce qui concerne l'agitation publique et la propagande – avec des infokiosques et des débats publics. Le mouvement en faveur des animaux rompaît avec la politique bourgeoise pour se donner une dimension plus populaire, incluant des préoccupations sociales. L'idée était de montrer que nous avons le pouvoir de faire cesser l'oppression envers les animaux non humains, et pour cela, il ne suffit pas de parler de droits des animaux en soi, il faut les confronter aux problèmes de société des humains, et donc créer des espaces de discussion qui réunissent les individus autour de ce sujet.

À partir de là, de nombreuses associations ont vu le jour, dont la plus remarquable est la League Against Cruel Sports (Ligue contre les sports cruels), fondée en 1924. Pendant une cinquantaine d'années, elle a surtout été une sorte de club où les riches venaient picoler et discuter de leur dégoût pour la chasse au renard. Puis, dans les années 1950, inspiré par les mouvements antinucléaires ou celui des objecteurs de conscience, un des intellectuels proches de la Ligue, Richard D. Ryder, a proposé d'enfreindre la loi dans la lutte contre les combats d'animaux. Témoin des mouvements de désobéissance en cours en Angleterre, surtout portés par la gauche catholique, il a commencé à faire entrer ce type d'actions dans ses écrits, qui étaient bien diffusés à cette époque.

C'est sûrement ce qui a inspiré Gwendolyn Barter, qui a mené la première action directe contre la chasse en Occident (cela avait déjà eu lieu en Inde par exemple, notamment à l'initiative de la tribu des Bishnoïs). En 1962, Gwen Barter s'est ainsi assise devant le terrier d'un renard, attendant les chasseurs et s'opposant physiquement à leur pratique. Elle a également bloqué un convoi de voitures en route vers la chasse au cerf, avec une pancarte « Le rituel barbare et cruel de la chasse au cerf doit prendre fin ». À cette époque, les jeunes lisaient de la poésie *beat*, commençaient à écouter de la musique rebelle, et l'un d'entre eux, John Prestige, eut vent de l'action de Gwen Barter. Il a lancé l'idée d'un mouvement de jeunesse, la Hunts Saboteurs Association, et une bande de jeunes à la coupe rockabilly et aux blousons de cuir s'est mise à aller braver les chasseurs sur le terrain.

Le débat s'est peu à peu déporté des seules questions de la chasse et de la vivisection. Un certain Ronnie Lee a alors commencé à parler de la manière dont les animaux chassés expérimentaient la peur, comment ils vivaient dans la terreur d'être poursuivis par des hordes de mecs armés de fusils sans comprendre pourquoi on leur courait après avec des trompettes beuglantes. Il y a des animaux qui mangent d'autres animaux, mais cela se fait sur le plan de la nécessité, pas par simple divertissement, pour le plaisir de la chasse ou une préférence de goût, ce qui crée un élément d'injustice qui n'existe pas entre un loup et un lapin.

En 1972, Ronnie Lee proposa d'organiser des sabotages avant que les chasses commencent, en menant des actions de désobéissance civile et des actions directes anonymes. L'organisation Band of Mercy était née, en référence à une branche de la RSCPA, créée par une militante anti-esclavagiste, Catherine Smithies, pratiquant des actions directes au cours du XIX<sup>e</sup> siècle. Le groupe de Ronnie Lee était composé de jeunes activistes qui sortaient la nuit pour bousiller des camions de chasseurs avant les battues. Mais après leur première action, Ronnie Lee et un de ses amis, Clift Goodman, ont été jetés en prison.

Ronnie avait été influencé par les groupes politiques de la gauche radicale anglaise, comme l'Angry Brigade<sup>3</sup>. En prison, son ton est devenu de plus en plus macho et militaire, il lisait des communiqués et des articles rédigés par les groupes armés des années 1960 et 1970, comme la RAF<sup>4</sup>, friands d'imaginaire guerrier, avec des images venues des groupes de libération nationale du tiers-monde ou de l'IRA<sup>5</sup>.

Quand Ronnie est sorti de prison, au bout d'un an, il était lassé par le manque de pugnacité de Band of Mercy, et a rebaptisé le groupe ALF (Animal Liberation Front), en référence aux fronts de libération nationaux qui se multipliaient à travers le monde. À partir de là, les choses ont commencé à mal tourner : autant on peut avoir recours aux armes quand on se bat frontalement contre une armée et un État, autant ça ne peut pas servir de modèle absolu pour toute forme de lutte.

À la fin des années 1970, pendant certaines périodes, il y avait près de 400 actions directes chaque nuit sur le territoire britannique en faveur des animaux non humains. Des actions locales à petite échelle, comme des graffitis, des serures engluées, etc., mais aussi des actions plus organisées qui demandaient plus de détermination. En plus des colis piégés adressés à Margaret Thatcher ou à des partis politiques britanniques, des raids contre des universités ont permis de stopper des programmes de recherche, et des animaux ont été libérés en masse, dans des fermes ou des laboratoires. Scotland Yard a alors commencé à prendre peur et a lancé un programme d'espionnage baptisé ARNI (Animal Rights National Index). Ils ont mis sur écoute des milliers de gens et ont rédigé des rapports pour les polices locales, parce qu'il ne s'agissait plus d'une bande d'excités romantiques, mais de groupes organisés qui portaient atteinte aux intérêts économiques et industriels du Royaume. Un rapport datant de 1982 précisait que les mouvements de libération animale avaient causé plus de dommages économiques que l'IRA. Ils étaient effrayés, le mouvement d'action directe devenait de plus en plus populaire.

Malheureusement, dans les années 1980, le culte du militantisme viril et guerrier a repris du poil de la bête et s'est mis à faire des dégâts, voulant remplacer l'action collective par la radicalité d'un petit nombre. Des actions d'exhumation en repréailles aux chasseurs par exemple – la tombe du duc de Beaufort, grand promoteur des combats d'animaux, fut profanée par la Hunt Retribution Squad. Des attentats à la bombe et des colis piégés aussi, notamment du fait d'un groupe autoproclamé Justice Department. Ces actions n'ont pas fait énormément avancer la lutte, mais elles ont eu un grand retentissement auprès du public. Les publications des groupes de libération animale devenaient de plus en plus pessimistes, haineuses et vindicatives, de plus en plus machistes aussi, projetant des images de pouvoir.

Quand on regarde les publications militantes des années 1960, on y voit des animaux en couverture et en pages intérieures, mais dans les années 1980, il n'y restait plus que de jeunes hommes en colère avec des cagoules, une masse à la main. La démonstration de pouvoir et de masculinité a peu à peu remplacé les animaux. Beaucoup de militants qui avaient participé aux actions collectives motivés par un sentiment de compassion, et qui étaient prêts à enfreindre la loi pour la cause animale, se sont alors éloignés du mouvement parce qu'ils ne voulaient pas se retrouver mêlés à des attentats mortels, comme cela a pu arriver. Le soutien populaire au mouvement a donc commencé à s'effriter, mais ce dernier n'a pas pour autant changé de ligne. Les militants se disaient que ce qui comptait était de continuer à sauver des animaux,

et que leurs actions se propageraient comme un virus. Le discours s'est empli de désespoir : c'était nous contre le reste de l'espèce humaine.

Je me rappelle le temps où je distribuais des tracts dans la rue, habillé en cambrioleur, tout en noir, avec mon tatouage « vegan mafia », me demandant pourquoi personne n'en voulait. Aujourd'hui, on peut raconter aux nouvelles générations quelles furent les erreurs de la précédente. Trop souvent, on voit des jeunes fascinés par ces images impressionnantes de virilisme dont sont remplis les magazines des droits animaux des années 1980. Ils essaient de se rapprocher de cette image, de recréer ce qui a existé, et cela fait très peur de se dire que les mêmes erreurs peuvent se reproduire encore. En fait, que ce soit aux États-Unis ou en Europe, le problème reste le même : on ne peut pas penser la lutte selon une confrontation qui opposerait une poignée d'entre nous contre des millions, lesquels millions n'ont jamais entendu parler de droits des animaux ni de libération animale. Cette déconnexion entre le public et les actions menées rend la répression plus facile et acceptable.

De nombreux autres groupes, comme les Animal Liberation Leagues, trouvaient que les actions de l'ALF étaient trop hermétiques, et voulaient socialiser l'action directe. C'est à partir de ce moment que des groupes se sont réunis pour mener des actions dans les laboratoires, avec l'envie de mobiliser les masses, pour exposer au public ce qui était en train de se passer à l'intérieur. Certaines ont rassemblé plus de 5 000 personnes pour libérer des animaux de laboratoire ou saisir des documents de recherche, ce qui faisait très peur au gouvernement. Par ailleurs, ce type d'actions en inspirait d'autres en Australie, Allemagne, Belgique, France, Canada, États-Unis, etc. Il y a même eu un groupe antivivisection au Japon qui a mené plusieurs opérations clandestines. Le concept d'*action directe socialisée* prenait si bien que même les groupes végétariens britanniques et états-uniens plus modérés, comme la BUAV, recevaient un nombre de demandes d'inscription sans précédent.

## Stop Huntingdon Life Science

Ce genre d'actions se sont multipliées, contre Burger King, contre des labos de vivisection, contre des cirques, et les anciens de l'ALF ou d'autres groupes similaires se sont rendus compte que cela avait plus d'effet que se balader avec un fusil à pompe à la main. Mais plutôt que se disperser sur plusieurs cibles, il a paru plus stratégique de focaliser les forces des différents groupes de lutte contre une seule firme. En 1996 au Royaume-Uni, la campagne Consort Beagles a pris pour cible la firme Consort Kennels qui vendait des chiens à des laboratoires de vivisection. Puis il y a eu la campagne Save the Hillgrove Cats contre le dernier vendeur de chats destinés aux labos en Angleterre. Cette lutte ne se limitait pas à la cause animale, il s'agissait de combattre le capitalisme, notamment à travers les banques liées aux transactions de cette entreprise, qui ont été régulièrement attaquées. Le gouvernement local, qui subventionnait les recherches, et la police,

qui protégeait l'entreprise, ont également été harcelés. Des vidéos montrant ce qui se passait dans la ferme à chats ont été distribuées aux voisins, jusqu'à ce que des boutiques affichent sur leur vitrine que Christopher Brown, le patron, n'était plus le bienvenu chez eux. En 1998, la RSPCA s'en est mêlée et a obtenu la libération de 800 chats. Après un an, à force de pugnacité, la ferme a mis la clé sous la porte. Cette victoire a été très importante pour le mouvement. Des actions similaires se sont multipliées les années suivantes, et de nombreuses entreprises ont dû abandonner leur petit commerce.

À partir de cette époque, une des principales tactiques utilisée par l'association états-unienne PETA<sup>6</sup> a été de faire embaucher des militants pour espionner les conditions dans lesquelles étaient détenus les animaux à l'intérieur de ces laboratoires, puis de rendre public les exactions dont ils étaient victimes. L'une des vidéos sorties des labos montrait des chiots frappés à coups de poing par des scientifiques excédés par le comportement des chiens, ou alors des singes disséqués vivants. Ce fut l'une des grandes victoires du PETA, qui a donné naissance à la campagne SHAC (Stop Huntingdon Animal Cruelty).

Le laboratoire Huntingdon Life Science (HLS) était au départ divisé en deux : Huntingdon Research Center et Life Science Research. Au début des années 1950-60, dès la construction de ces labos au New Jersey (USA) et en Angleterre, des groupes de lutte se sont constitués pour essayer de les faire fermer. Dans les années 1980, le combat continuait et les labos avaient perdu tellement d'argent et de temps qu'ils ont fini par devenir insolvables – c'est alors qu'ils ont fusionné en HLS. Au milieu des années 1990, un groupe nommé Huntingdon Death Science (HDS) a mené des actions directes et de désobéissance civile contre cette firme. Par exemple, ils se pointaient au milieu de la nuit avec une pelleteuse pour arracher des pans entiers de macadam sur la route menant au site. Après avoir installé un abri dans le trou, une personne s'attachait et s'y enterrait, obligeant tout véhicule qui aurait voulu passer par là à la tuer.

Quand j'ai commencé à militer dans SHAC, HLS était la deuxième plus grosse boîte de contrats de recherche et elle faisait des centaines de millions de dollars de profits. Or son cours boursier est passé d'environ 300 livres dans les années 1990 à 1,75 début 2001, pour finalement se stabiliser à 3 pences au milieu de cette année. Aujourd'hui, il n'y a pas une seule banque qui accepterait de leur ouvrir un compte ! Ils ne peuvent plus trouver de compagnie d'assurance et c'est l'État qui doit se porter garant pour chacune de leurs démarches administratives ou financières. Ils ont même du mal à faire renouveler les contrats avec leur fournisseur de papier toilette. Ceci a mis en évidence le fait que le capitalisme prend ses racines dans les banques, les financiers, les exportateurs, les assureurs, les comptables, les fournisseurs, tous ces métiers qui font qu'une entreprise peut acquérir sa puissance. Aucune des activités n'est indépendante des autres, elles font réseau, et l'idée est donc d'affaiblir la moindre collaboration qui permet à une entreprise de croître.

Notre idée était que si nous pouvions faire fermer une entreprise multinationale, les féministes le pouvaient, la classe

ouvrière le pouvait. Nous étions en train de montrer que tous peuvent agir et avoir du pouvoir en forçant les industries à les écouter. Cette idée, le gouvernement britannique l'a très bien comprise, et il ne pouvait la tolérer. La répression s'est donc finalement abattue sur le mouvement. En 2007, l'opération Achilles a notamment mobilisé 700 policiers au Royaume-Uni, aux Pays-Bas et en Belgique, jusqu'à la condamnation des trois activistes à l'origine de la campagne à des peines allant de 4 à 11 ans de prison ferme. La plupart des personnes arrêtées au cours de ces opérations de police n'avaient pas enfreint la loi, mais il fallait frapper fort.

On essaie de dire aux jeunes qui commencent à devenir activistes qu'ils peuvent bien sûr avoir un impact, mais qu'ils doivent toujours se préparer à la réponse de leur adversaire. Parce qu'elle viendra nécessairement : l'empire contre-attaque toujours ! Toute l'énergie ne doit pas passer dans l'attaque, il faut en garder pour se défendre. SHAC a eu une trentaine de procès, sous la législation du crime organisé, selon les mêmes procédures que celles utilisées contre la Mafia. Aux États-Unis, les entreprises sont considérées comme des personnes morales qui peuvent poursuivre en justice des individus, en utilisant les lois anticriminelles. Nous avons fait perdre plusieurs millions de dollars à la banque d'investissement qui soutenait HLS, et ils ont dû dépenser des sommes folles pour améliorer la sécurité de leurs placements. Ils ont par exemple commencé à mettre des vitres blindées au rez-de-chaussée de leurs immeubles – alors que nous n'avons jamais utilisé ni même eu de flingues !

Depuis 2006 et en réaction aux activités du SHAC, l'Animal Enterprise Terrorism Act (AETA)<sup>7</sup> est venu se superposer aux lois antiterroristes post-2001 (Patriot Act), en visant spécifiquement les mouvements pour les droits des animaux. L'AETA vise quiconque « cause un dommage ou un blocage aux activités d'une entreprise en lien avec les animaux », « cause des dommages ou la perte d'une propriété réelle ou personnelle » ou « place une personne dans une situation de peur raisonnable d'être blessée [sic<sup>8</sup>] ».

Dans le cadre de l'opération que nous appelons « Green Scare »<sup>9</sup> du FBI, j'ai moi-même été envoyé en prison en 2006 pour avoir prononcé des discours, ce qui normalement n'est pas tolérable aux États-Unis et révolte l'opinion publique, même dans les franges les plus conservatrices. Alors que je faisais partie d'un groupe qui animait un site web avec des contenus favorables aux actions de SHAC, l'État a établi que notre but était de faire fermer HLS, et non de réformer son fonctionnement. Nous passions donc dans la catégorie « terroristes ». Avec six autres camarades, nous avons été arrêtés simplement pour avoir parlé de la possibilité de hacker certaines entreprises – non pas pour avoir mené des actions. Puis nous avons été jugés par un jury antiterroriste composé d'anonymes (à qui ont avait dit que leur sécurité serait menacée si nous connaissions leur identité).

Les preuves à ma charge étaient deux discours que j'avais prononcés, prônant la désobéissance civile par des moyens électroniques, en recourant à une vieille tactique appelée « Black Fax », qui consiste à envoyer sans cesse des feuilles noires au numéro de fax visé. La machine se trouvait ainsi

saturée et rendue inutile pour la journée, ce qui est assez embêtant quand c'est par là que passent les transactions bancaires et les contrats. J'ai donc été envoyé trois ans en isolement dans une prison de haute sécurité simplement pour avoir évoqué cette tactique, et non pour l'avoir mise en application. Vous imaginez le mec qui arrive au milieu de dangereux criminels en disant « Salut les gars, je suis là parce que j'ai défendu les droits des lapins ». En fait, j'ai surtout été condamné parce que je suis citoyen d'un pays passablement crétin. Depuis 2001, la chasse aux terroristes est ouverte. Or si vous êtes un agent du FBI, que vous êtes payé pour arrêter des terroristes, mais qu'il n'y en a pas tant que ça, que faites-vous ? Vous en créez.

Malheureusement, personne n'était plus là pour nous soutenir : durant cette époque de répression sauvage, beaucoup de militants avaient continué à pratiquer le véganisme par conviction, mais à la maison, loin des engagements collectifs, car ils avaient trop peur de voir ressurgir la violence du passé.

## D'un continent à l'autre

Dans les années 1970 et 1980, en France, il y avait aussi des militant.e.s très énergiques pour les droits des animaux, qui avaient formé des unités commando pour mener des raids sur les laboratoires. L'un des plus spectaculaires a eu lieu en 1985 : dix-sept babouins ont été libérés du CNRS lors de l'opération « Greystoke », filmée par des caméras de télévision. Il y avait aussi un groupe qui s'appelait Cat'Pat, dont les membres enlevaient des animaux de laboratoire, en risquant leurs vies pour les soustraire à la violence et à la souffrance. Mais pour le grand public, il s'agissait plutôt d'une croisade morale que d'un mouvement social. Ils étaient vus comme de doux romantiques, ce qui déplaçait le discours d'un combat contre l'industrie à une révolte individuelle.

La longue histoire des mouvements pour la libération animale dans le monde anglo-saxon, depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, a permis à la société d'avoir le temps de penser ces problèmes, de créer des espaces de rencontre pour discuter de la vie animale. Il y a donc eu un développement très lent, avec des allers-retours entre violence groupusculaire et luttes populaires. C'est assez différent de ce qui s'est passé en France, où des groupes de militants inspirés par les Anglo-saxons sont pour ainsi dire sortis de nulle part à la fin des années 1970, sans les deux siècles d'histoire et de discussions sur ces idées, et sans que ces dernières aient eu le temps de se diffuser. Tout d'un coup, ils se sont mis à dire : tout le monde doit devenir végane et il faut arrêter immédiatement toute utilisation des animaux – ce qui est un défi assez costaud pour une culture qui depuis des millénaires pense que les animaux sont sur Terre pour notre usage, notre ventre ou notre divertissement.

C'est pourquoi le travail d'archive que nous menons avec le collectif Talon Conspiracy<sup>10</sup> est primordial. Il contribue à ce que l'histoire du mouvement ne soit pas oubliée ou effacée, à ce que les discussions du passé ne recommencent pas sans cesse à zéro. On ne peut pas faire l'impasse sur une ouverture au public. J'ai pu parler avec pas mal de gens, en France, en

Lituanie ou en Estonie où je viens de passer quelque temps. Sans l'expérience propre aux États-Unis ou au Royaume-Uni, les groupes d'activistes européens ont remporté des victoires remarquables en très peu de temps. Mais ils rejouent parfois la violence que les mouvements anglo-saxons cherchent de leur côté à oublier.

Je sais qu'en France, le courant anti-industriel critique le progrès technique et la société industrielle, mais sans militer pour le droit des animaux. Beaucoup de petits éleveurs d'animaux peuvent donc se sentir proches d'une critique de l'industrie, mais continuent à légitimer l'utilité sociale de leur activité et de leurs soins, en disant que, sans leur travail avec les animaux, beaucoup de ces derniers mourraient. Or il y a un temps où les enfants travaillaient très jeunes à l'usine. Beaucoup d'entre eux étaient orphelins dès 3 ou 4 ans. L'argument du patronat pour les faire travailler dans des cheminées d'usine était que, sans cette mise au travail, personne ne s'en occuperait et qu'ils mourraient. C'est une justification plutôt fallacieuse de la domination. De la même manière, on ne peut pas dire qu'il faut continuer à exploiter les animaux sous prétexte de les garder en vie.

Cependant, il est certain que nous ne devrions pas avoir des milliards de poulets de batterie sur la planète, comme au Texas où il y a plus de vaches que d'habitants. Je souhaite évidemment que le nombre de ces animaux élevés industriellement diminue. Certes, moins on aura besoin de les exploiter, moins il y aura d'animaux domestiqués. Mais il y aura toujours des animaux qui vivront, et j'ai envie de les voir de nouveau travailler pour leur propre intérêt et non exclusivement pour le nôtre. J'aimerais les voir reprendre ce que nos discours leur ont ôté. Parmi les pires choses que produit le capitalisme, il y a l'esprit de compétition, le calcul de la valeur en termes financiers, et la notion de hiérarchie. En cultivant une philosophie antispéciste, on participe à la démolition de ce concept de hiérarchie. L'idée n'est donc pas de faire sortir les animaux de nos vies, mais de les laisser libres de nous approcher, de les laisser décider s'ils ont envie de vivre avec nous.

Bref, je comprends la critique anti-industrielle, et il est fort probable que je fasse plus de tort aux animaux en étant végane aux États-Unis qu'en vivant comme un chasseur amazonien. L'industrie qui produit mes fringues, ma nourriture bio, mes transports en commun, tout cela a un impact très négatif sur les animaux – humains comme non humains. Du coup, je n'ai pas grand intérêt à me battre contre celles et ceux qui combattent la société industrielle et essaient de s'en retirer. Les luddites, les primitivistes, les anarchistes écologistes sont bien moins une menace pour les animaux non humains que les grandes entreprises capitalistes. Je n'ai donc pas vraiment envie de dépenser mon énergie combative contre eux. Même si je n'adhère pas à certains de leurs arguments, ils restent davantage mes camarades qu'un mec en costard qui bosse dans une banque.

Quand un espace est si longtemps dominé par les humains, il y a une normalisation des pratiques sociales. Je pense ainsi que les Européens ont une histoire beaucoup plus longue que ceux qui ont émigré aux États-Unis dans leur rapport à l'espace colonisé. La culture européenne est habituée à la

terre cultivée par la main de l'homme, et le concept de *wilderness* [qu'on pourrait traduire par « sauvagité »], très important dans l'histoire du mouvement des droits animaux 10, lui est étranger. Le langage guide plus la pensée que l'inverse. Les activistes *queer* utilisent par exemple la notion d'*hétéronormativité* pour pointer combien notre culture est focalisée sur le concept de relation entre un homme et une femme, renforcé en permanence par tout ce qu'on lit, tout ce qu'on voit. Ils insistent sur le fait qu'il n'existe pas de langage autour des formes de vie *queer*, autour de quelque chose qui créerait une brèche dans cette hétéronormativité.

Aux États-Unis, quand vous allez dans le Sud, là où la religion contrôle l'école, l'université et le gouvernement locaux, et que vous parlez des concepts *queer*, c'est souvent très difficile de se faire comprendre. Car toutes les significations à partir desquelles les gens développent leurs idées et prennent leurs décisions ont gardé ces concepts à distance. Sans cette possibilité de mobiliser des concepts, comme celui d'*hétéronormativité* ou de *wilderness*, les gens sont perdus et ont recours à d'autres vocables beaucoup plus ancrés comme « contre-nature ». C'est ce mot-là qui vient quand les individus se retrouvent face à une réalité qui ne rentre dans aucune définition connue : l'événement vient se cogner contre les barrières de leur esprit.

Dans le discours ambiant, les femmes sont comparées aux animaux, on les appelle des « chiennes », des « poulettes », de la même manière qu'à l'époque de l'esclavage, les Noirs étaient des « brutes sauvages » sans âme, ayant très peu à voir avec les humains. La comparaison était faite pour les opprimer, les sortir de la société humaine et donc de la puissance politique. En tant qu'animaux, ils n'auraient pas à prendre part aux décisions.

Il est selon moi aussi important de combattre cela que de repenser ce que signifie notre propre animalité. Nous aimons oublier qu'il y a une partie animale en nous, une part de nos désirs et de notre nature qui est mêlée à cette animalité. Beaucoup de pensées philosophiques tentent de trouver la singularité de l'humain par rapport à l'animal : nous serions les seuls à faire ceci ou cela, par opposition aux animaux. Or le langage, le rire, la notion du temps sont présents chez beaucoup d'autres espèces, même quand cela existe sous des formes différentes. Nous sommes des animaux, nous avons aussi une part sauvage en nous, ni domestiquée ni civilisée, qu'il faut

assumer, et c'est aussi en tant qu'animaux que nous pouvons demander que nos droits soient respectés.

On compare souvent les luttes des femmes avec celles des racisé.e.s et des animaux non humains, mais je crois que le seul point commun, c'est la vision de l'opresseur qui impose les mêmes dualités entre Noirs et Blancs, mâles et femelles, humains et tout ce qui n'est pas humain. Ce genre de dichotomies est à combattre en tant que système. Aux États-Unis, on débat en permanence sur les différences entre luttes pour les droits (réformisme) ou pour la libération (abolitionnisme), essayant de déterminer quel est le meilleur angle d'attaque, mais ces querelles ne sont pas les plus intéressantes. En fait, il y a beaucoup de différences entre ces mouvements, et on met généralement tout le monde en colère quand on a recours à des analogies rapides. On essaie souvent par là de s'approprier leur langage et de créer des comparaisons factices pour unifier les oppressions. Il me semble qu'il vaut mieux essayer de parler avec précision des vies animales, sans les comparer aux vies humaines.

Les Indiens d'Amérique du Nord demandent clairement que leurs luttes ne soient pas comparées à celles pour la libération des animaux, de même pour les activistes des mouvements noirs, et spécifiquement ceux qui sont véganes (comme VPOC, Vegan People of Colour). Par ailleurs, distinguer les spécificités de chaque lutte permet de porter de l'attention à chacune, sans les hiérarchiser. J'ai grandi dans des petites villes avec une population très blanche, et je dois avouer qu'à l'époque, je n'avais pas développé une analyse très élaborée sur les liens entre les questions de race et d'impérialisme.

Quand j'étais jeune, j'ai participé à une action contre la chasse des baleines par des Amérindiens. La cause de ces derniers m'importait peu, je ne pensais qu'à sauver les baleines grises, traquées sur la route de leur migration. Aujourd'hui, je me rends bien compte que ce type d'actions crée, dans les groupes humains opprimés, plus d'opposition que d'empathie envers les militant.e.s de la libération animale. Je pense que les changements ne peuvent venir que de l'intérieur d'une communauté, ils ne peuvent pas être imposés depuis l'extérieur. Ces dernières années, de nombreuses actions pour les droits des animaux non humains ont eu lieu dans des pays comme la Chine, l'Inde ou le Vietnam ; ce que les gens ont fait dans leur propre pays n'aurait pas pu aussi bien réussir si l'impulsion était venue des États-Unis ou d'ailleurs.

## NOTES

1. Association pour la libération animale de la région marseillaise < [alarm-asso.fr](http://alarm-asso.fr) >.

2. Lesbiennes, gays, bisexuels et trans.

3. Groupe armé britannique d'inspiration communiste libertaire actif entre 1970 et 1972 en Grande-Bretagne. Influencé par l'anarchisme et les situationnistes, ce groupe avait pour cibles des banques, des ambassades ou le siège du Parti conservateur. Au total, 25 attentats lui ont été attribués par la police. Bien qu'une personne ait été légèrement blessée lors d'une action, les dommages se sont la plupart du temps limités à des dégâts matériels.

4. Fraction armée rouge (Rote Armee Fraktion), organisation allemande d'extrême gauche se présentant comme un mouvement de guérilla urbaine qui opéra en Allemagne fédérale de 1968 à 1998, dans le climat de violence sociale et politique des « années de plomb ».

5. Irish Republican Army (irlandais : Óglaigh na hÉireann), nom porté, depuis le début du XX<sup>e</sup> siècle, par plusieurs organisations paramilitaires luttant par les armes contre la présence britannique en Irlande du Nord.

6. People for the Ethical Treatment of Animals (« Personnes (ou Peuple) pour un traitement éthique des animaux »). Créée en 1980 dans le Maryland, c'est aujourd'hui l'association pro-animale non clandestine la plus importante au monde. En 1989, PETA forme par exemple une coalition internationale composée de plus de 80 organisations de protection animale totalisant plus de 3,3 millions de membres afin d'obtenir la libération des singes d'un laboratoire de Silver Spring (Maryland) et l'appui du Congrès américain. En 2002, PETA persuade 40 sociétés (dont Nike, Reebok et Chrysler) de déclarer un moratoire sur le cuir en provenance d'Inde, où les animaux sont transportés dans des conditions effroyables et écorchés vifs : c'est une perte de quarante millions de dollars pour les producteurs indiens. Parmi les nombreuses critiques adressées à la politique de cette association (sexisme ou racisme, euthanasie des animaux libérés), la principale concerne leur engagement matériel pour la recherche génétique : la fabrication de viande *in vitro* étant l'un des objectifs affichés par PETA.

7. Refonte du Animal Enterprise Protection Act voté dès 1992.

8. « *places a person in reasonable fear of injury* ».

9. Peur verte, en référence au « Red Scares » (Peurs rouges), désignant les deux périodes d'anticommunisme états-unien (1917-1920, puis le maccarthysme de 1947-1950). La période post-2006 du Green Scare s'est étendue bien au-delà du cas du SHAC.

10. Notamment chez des figures du mouvement, comme Rod Coronado ou Jonathan Paul qui viennent d'Earth First, organisation radicale écologiste du sud-ouest des États-Unis fondée en 1980.